



## ***Letter to Paul Martin / Lettre à Paul Martin***

*CCAAC / ACPSGE Ottawa 10 Mar 05*

The Right Honourable Paul Martin  
House of Commons  
Ottawa, ON K1A 0A6

March 10, 2005

Dear Prime Minister Martin:

The Child Care Advocacy Association of Canada was encouraged to hear you tell the Liberal convention that a promise made must be a promise kept. In this spirit, we would like to meet with you at your earliest convenience to learn more about how your government plans to deliver its child care promise.

Our organization represents more than 140,000 parents, caregivers, researchers and students; and women's, anti-poverty, social justice, labour, disability and rural organizations. We are dedicated to promoting quality, inclusive, publicly funded, non-profit child care accessible to all. Like you, we want Canada to be able to boast of "a world class system of child care and early learning" 10 years from now.

The federal budget allocation of \$5 billion can only be seen as a downpayment on your government's child care promise. It represents one part of the commitment to child care, but not the fulfillment of the promise made to Canada's children in the last federal election. Money alone cannot transform the uneven and insufficient services we have now into a high quality, universally inclusive, accessible and developmental system. Much more needs to be done to lift the QUAD principles off the page and make them real. While this includes a commitment to increased and sustained funding, we also need concrete accountability measures, sound policies and clear implementation plans to ensure we build a system that offers all children in Canada the same chance at a good start in life.

The federal budget has raised more questions than provided answers to how your government will meet its stated child care objectives.

Some of the points we hope to discuss include: How will you ensure the provinces and territories are accountable for spending the initial \$700 million in the child care trust fund to advance the QUAD principles? The trust fund is a great boon for the provinces and territories—they will get the funding with no strings attached, regardless of whether they have a child care plan, what that plan might be, or whether they even intend to spend the dollars on child care.

Does your government still intend to seek a multilateral child care agreement with the provinces and territories? We have not heard anything further about another

federal/provincial/territorial meeting on child care or about what your government's plans are now for moving ahead. What potential is there to strike bilateral deals with provinces such as Manitoba and Ontario that are ready to implement their plans, but are being held back by the reluctance of other provinces? For example, during Manitoba's Budget Speech delivered March 8, the provincial government stated: "Although this budget does not reflect the federal contribution, once an agreement is reached, we will be committing all additional federal money for child care to the fulfillment of the five-year plan. This further investment will build upon one of the best child care systems in the country."

What mechanism does your government intend to put in place to ensure accountability for provincial and territorial spending of federal child care dollars for budget years 2006/07 and beyond? When will your government introduce child care legislation and require the provinces and territories to do the same in order to access funding, as promised in the last federal election? Will your government report annually to Parliament about the progress we are making towards a high quality system?

Canada's children and parents have waited for more than two decades for governments to make good on their child care promises. Many of these children are now grown and having children of their own. They should not have to wait any longer.

We recognize and appreciate that your government has started to act on its child care promise with a significant budget installment. But a promise is a promise, as you have acknowledged. The promise your government made involves much more than funding.

We look forward to meeting with you to discuss the answers to the questions we've raised and to share our own ideas—based on the best international research and experience—for the next steps in developing a quality system of early learning and child care.

Sincerely,

Debra Mayer  
Jamie Kass

Co-chairs  
CCAAC  
Council of Advocates

-----

Ottawa, 10 mars 2005

Le très honorable Paul Martin  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le premier ministre,

À l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, nous étions très heureuses de vous entendre dire lors du congrès libéral qu'une promesse faite doit être tenue. C'est dans ce contexte que nous sollicitons une rencontre avec vous dès que vous le pourrez afin d'en savoir davantage sur la manière dont votre gouvernement entend actualiser sa promesse en matière de services de garde.

Notre organisation représente plus de 140 000 parents, intervenantes en services de garde, chercheurs et étudiantes, groupes de femmes, organismes de lutte contre la pauvreté et de justice sociale, syndicats, associations de personnes ayant des limitations fonctionnelles et communautés rurales. Nous sommes voués à la promotion de services de garde à l'enfance de qualité, inclusifs, financés par l'État, sans but lucratif et accessibles à tous. Comme vous, nous voulons que le Canada puisse se vanter d'ici dix ans d'être doté « d'un système de services éducatifs et de garde à l'enfance de classe internationale ».

Les cinq milliards annoncés dans le budget fédéral ne peuvent être considérés que comme un acompte en regard de la promesse de votre gouvernement. En effet, il ne s'agit que d'un volet de votre engagement en matière de services de garde. Ce n'est pas le respect dans sa totalité de la promesse que vous avez faite aux enfants du Canada lors de la dernière campagne électorale. L'argent ne peut à lui seul transformer en un système de bonne qualité, universel et inclusif, accessible et favorable au développement un ensemble de services inégaux et insuffisants, comme c'est le cas actuellement. Il faut faire beaucoup plus pour concrétiser les principes QUAD. Outre un financement accru et soutenu, il faudra des mécanismes concrets de reddition de comptes, des politiques bien élaborées et des plans de mise en œuvre clairement définis de manière à bâtir un système qui permette à tous les enfants du Canada d'avoir les mêmes chances au départ.

Le budget fédéral a soulevé plus de questions qu'il n'a fourni de réponses quant à la manière dont votre gouvernement s'y prendra pour atteindre ses objectifs en matière de services de garde.

Voici quelques-uns des points que nous souhaitons aborder avec vous : Comment ferez-vous pour faire en sorte que les provinces et territoires investissent effectivement les 700 millions du Fonds en fiducie dans des services de garde qui mettent de l'avant les principes QUAD? Ce fonds est un bienfait des plus avantageux pour les provinces et territoires – ils obtiendront du financement sans avoir à respecter de conditions, sans avoir à déposer ni définir de plans d'action et sans même avoir à préciser s'ils ont réellement l'intention d'affecter les crédits du fonds à des services de garde.

Est-ce que votre gouvernement prévoit toujours conclure une entente multilatérale en matière de services de garde avec les provinces et territoires? Nous ne savons rien d'une prochaine rencontre fédérale, provinciale et territoriale ni de la stratégie de votre gouvernement pour faire progresser le dossier. Quelles sont les possibilités de signer des ententes bilatérales avec des provinces qui, comme le Manitoba et l'Ontario, sont prêtes à mettre en œuvre leur plan mais doivent attendre à cause de la réticence des autres provinces? Par exemple, dans son discours du budget provincial le 8 mars dernier, le gouvernement du Manitoba déclarait « Bien que ce budget ne tienne pas compte de la contribution fédérale, une fois une entente signée, nous affecterons tous les crédits additionnels pour les services de garde provenant du gouvernement fédéral à la réalisation de notre plan d'action quinquennal en matière de services de garde. Ce nouvel investissement renforcera un des meilleurs systèmes de services de garde au pays ».

Quels sont les mécanismes que votre gouvernement entend mettre en place pour inciter les provinces et territoires à rendre compte de l'utilisation qu'ils feront des crédits fédéraux durant l'année financière 2006-2007 et au-delà? Quand votre gouvernement introduira-t-il une loi sur les services de garde et exigera-t-il des provinces et territoires qu'ils fassent de même pour obtenir du financement, tel que promis lors de la dernière campagne électorale

fédérale? Votre gouvernement soumettra-t-il un rapport au Parlement pour rendre compte des progrès du Canada dans l'instauration d'un système de services de garde de bonne qualité?

Les enfants et les parents du Canada espèrent depuis plus de deux décennies que leurs gouvernements tiennent enfin leurs promesses en matière de services de garde. Beaucoup de ces enfants ont grandi et ont maintenant des enfants. Il ne faudrait pas les faire attendre encore.

Nous reconnaissons et apprécions le fait que votre gouvernement ait agi en vue de satisfaire à sa promesse en matière de services de garde en accordant ce premier versement significatif. Cependant, comme vous l'avez dit, une promesse demeure toujours une promesse. Et la promesse de votre gouvernement porte sur bien plus que du financement.

Nous attendons avec impatience l'occasion de vous rencontrer pour discuter des réponses aux questions que nous soulevons et pour vous faire part de nos idées – lesquelles sont fondées sur des recherches internationales de très haut niveau et sur l'expérience – quant aux prochaines étapes pour développer au Canada un système de services éducatifs et de garde à l'enfance de bonne qualité.

Veillez recevoir, Monsieur le premier ministre, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Debra Mayer  
Jamie Kass

Coprésidentes  
Conseil des défenseurs des services de garde à l'enfance